

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

COUR ADMINISTRATIVE

**Numéro 16140C du rôle
Inscrit le 18 mars 2003**

Audience publique du 8 juillet 2003

**Recours formé par Denise ..., épouse ...,
contre une décision du ministre des Finances
en présence de ...
en matière de promotion**

**- Appel -
(jugement entrepris du 12 février 2003, n° 15107 du rôle)**

Vu l'acte d'appel déposé au greffe de la Cour administrative le 18 mars 2003 par Maître Jean-Marie Bauler, avocat à la Cour, au nom de Denise ... épouse Agnès, demeurant à L-..., contre un jugement rendu par le tribunal administratif en date du 12 février 2003 en matière de promotion, à la requête de l'actuelle appelante, contre une décision du ministre des Finances, en présence de ..., demeurant à L-..., 10, rue des Champs.

Vu la signification de ladite requête d'appel par acte d'huissier Alec Meyer à la date du 21 mars 2003 à

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative en date du 15 avril 2003 par le délégué du Gouvernement Marc Mathékowitsch.

Vu le mémoire en réponse transmis en télécopie le 14 mai 2003 et déposé en original en date du 26 mai 2003 au greffe de la Cour administrative par Maître Marc Modert, au nom de

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris.

Oùï le conseiller en son rapport et Maître Nadia Janakovic, en remplacement de Maître Jean-Marie Bauler ainsi que Maître Marc Modert et le délégué du Gouvernement Guy Schleder en leurs observations orales.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 10 juillet 2002 par Maître Jean-Marie Bauler, avocat à la Cour, Denise ..., épouse ..., commis à l'administration des Contributions directes et des Accises, demeurant à L-..., a demandé la réformation, sinon l'annulation de l'arrêté de nomination du ministre des Finances du 11 avril 2002 de ... comme commis principal à l'administration des Contributions directes, ainsi que contre une décision

implicite de refus du ministre des Finances de procéder à l'annulation de l'arrêté du 11 avril 2002 et de prendre une décision relative à sa propre promotion.

Le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement en date du 12 février 2003, a reçu le recours en annulation en la forme, au fond, l'a déclaré non justifié et en a débouté.

Maître Jean-Marie Bauler, avocat à la Cour, a déposé une requête d'appel au greffe de la Cour administrative en date du 12 mars 2003.

L'appelant reproche aux premiers juges d'avoir retenu à tort qu'en l'espèce il ne pouvait y avoir de discrimination indirecte compte tenu de la présence de deux travailleurs de même sexe.

Il fait valoir ensuite que tant les dispositions de l'article 31 du statut général du fonctionnaire que celles de l'article 5 du règlement grand-ducal du 25 avril 1995 fixant les conditions de promotion des fonctionnaires relevant de la carrière de l'expéditionnaire à l'Administration des Contributions directes violeraient le principe constitutionnel de l'égalité, la différence entre un congé sans traitement et un congé à mi-temps n'étant justifiée par aucun élément rationnel ou objectif.

Le délégué du Gouvernement a déposé un mémoire en réponse en date du 15 avril 2003 dans lequel il demande la confirmation du jugement entrepris.

Maître Marc Modert, avocat à la Cour, a transmis par télécopie en date du 14 mai 2003 un mémoire en réponse pour compte de ... dans lequel il demande la confirmation du jugement entrepris, mémoire déposé au greffe de la Cour administrative le 26 mai 2003.

L'article 49 de la loi du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives dispose que la communication des mémoires en réponse, en réplique et en duplique produits par les parties autres que celles présentées par le délégué du Gouvernement se font d'après les règles fixées à l'article 39 pour la requête d'appel, à savoir moyennant dépôt d'un original et de quatre copies déposées au greffe, étant donné que l'article 42, au regard des délais de procédure, prend la seule date du dépôt en considération.

Le mémoire en réponse déposé par Maître Modert au greffe de la Cour administrative le 26 mai 2003 est par conséquent à écarter pour tardiveté.

La décision d'incompétence des juges de première instance quant au recours en réformation est à confirmer pour les motifs exhaustivement exposés au jugement entrepris.

Quant à la prétendue violation de l'article 2 de la directive 76/207/CEE du Conseil, du 9 février 1976, relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail.

Comme l'ont rappelé à juste titre les premiers juges, l'article 1er, paragraphe 1, de la directive 76/207 précise que cette dernière vise la mise en oeuvre, dans les États membres, du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, y compris la promotion, et à la formation professionnelle, ainsi que les conditions de travail. Ce principe est dénommé le « principe de l'égalité de traitement ».

Selon l'article 3, paragraphe 1, « *L'application du principe de l'égalité de traitement implique l'absence de toute discrimination fondée sur le sexe dans les conditions d'accès, y compris les critères de sélection, aux emplois ou postes de travail, quel qu'en soit le secteur ou la branche d'activité, et à tous les niveaux de la hiérarchie professionnelle* ».

Le corollaire du principe de l'égalité de traitement est la prohibition des discriminations directes et indirectes. En l'espèce, l'appelante invoque une discrimination indirecte en faisant valoir qu'une disposition apparemment neutre concernerait un nombre considérablement plus élevé de femmes que d'hommes.

Il est patent que tant les dispositions de l'article 31 du statut général du fonctionnaire que celles de l'article 3 du règlement grand-ducal du 25 avril 1995 fixant les conditions de promotion des fonctionnaires de la carrière de l'expéditionnaire à l'administration des contributions directes instaurent une différence de régime entre les travailleurs à mi-temps et les travailleurs à temps plein dans la mesure où, l'ancienneté des travailleurs à mi-temps progressant plus lentement, ils ne pourront bénéficier que plus tardivement d'une promotion.

L'appelante estime que les fonctionnaires femmes qui exercent leur activité professionnelle à mi-temps accomplissent un travail analogue à celui de leurs collègues hommes travaillant à temps complet et acquièrent les mêmes compétences et doivent assumer les mêmes responsabilités que leurs collègues masculins.

Les dispositions légales précitées n'instaurent néanmoins pas une différence entre des femmes travaillant à mi-temps et des hommes travaillant à plein temps mais une différence entre des fonctionnaires (hommes ou femmes) travaillant à plein temps et des fonctionnaires (hommes ou femmes) travaillant à mi-temps.

Ces dispositions s'expliquent par des facteurs objectivement justifiés et étrangers à toute discrimination fondée sur le sexe.

Comme l'a par ailleurs constaté à juste titre le tribunal administratif, la problématique de la discrimination est soulevée en présence de deux travailleurs de même sexe, de sorte que le principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes n'a pu être utilement invoqué à travers le recours sous analyse.

Quant à la prétendue violation de l'article 10 bis de la Constitution

L'appelante fait valoir comme moyen nouveau devant la Cour que le statut des fonctionnaires prévoirait une différence de traitement entre plusieurs types de congé en estimant que le congé sans traitement serait considéré comme période d'activité de service intégrale tandis que le congé pour travail à mi-temps ne le serait pas.

Contrairement à ses affirmations, l'article 30-2 de la loi modifiée du 16 avril fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat prévoit, *sous réserve de dispositions légales contraires, que le congé sans traitement...ne compte ni pour les avancements en échelon et en traitement, ni pour les promotions, ni pour le droit d'admission à l'examen de promotion, ni pour le droit au congé annuel.*

Il n'y a partant pas lieu de s'attarder aux développements de l'appelante à ce sujet et le jugement du 12 février 2003 est à confirmer.

Par ces motifs,

la Cour, statuant contradictoirement ;

reçoit l'acte d'appel du 18 mars 2003;

écarte le mémoire en réponse déposé par Maître Marc Modert au greffe de la Cour administrative le 26 mai 2003 pour tardiveté ;

dit l'appel non fondé et en déboute ;

partant **confirme** le jugement entrepris du 12 février 2003 dans toute sa teneur ;

condamne l'appelante aux frais et dépens de l'instance.

Ainsi jugé par

Marion Lanners, vice-présidente
Christiane Diederich-Tournay, conseiller
Marc Feyereisen, conseiller, rapporteur

et lu par la vice-présidente Marion Lanners en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier de la Cour Anne-Marie Wiltzius.

le greffier

la vice-présidente